

Alors que sa production gazière domestique s'essouffle, l'UE est toujours plus dépendante des importations, particulièrement russes. La Commission souhaite diversifier son approvisionnement. L'Europe dispose d'alternatives comme le GNL ou la construction de gazoducs vers de nouveaux gisements. Le 2 juin, l'AFG a fait le point sur ces possibilités.

# Gaz : de nouvelles opportunités pour l'UE

Début 2014, le gouvernement néerlandais a réduit la production annuelle de son champ gazier de Groningue. La faute à des secousses sismiques induites par son exploitation. «*À terme, l'extraction pourrait être interrompue et l'Europe serait encore plus dépendante des importations de gaz*», explique **Olivier Appert**,



président du Conseil français de l'énergie (CFE). Ce gisement important alimente via des gazoducs l'Allemagne, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne. Dans ce contexte, les exportations russes ont augmenté, atteignant 31% du gaz consommé en Europe en 2015. Pour se défaire de cette dépendance, la Commission a présenté en février dernier un train de mesures sur la sécurité énergétique. Parmi celles-ci, les autorités de l'Union souhaitent diversifier ses fournisseurs et ses itinéraires d'approvisionnement.

## Vers un duel américano-russe

Le GNL représente actuellement 10% de la consommation européenne, mais il semble être l'alternative la plus intéressante pour la Commission, qui a mis en place une stratégie sur le sujet : ses «*éléments essentiels [...] sont la construction des infrastructures stratégiques nécessaires à l'achèvement du marché intérieur et la définition des projets requis pour mettre fin à la dépendance de certains États membres par rapport à une source d'approvisionnement unique*», souligne l'institution. L'Europe dispose déjà de 23 terminaux méthaniens largement sous utilisés (à peine à 27% en 2015), mais la plupart sont en Europe de l'Ouest : il faudra construire de nouveaux gazoducs pour acheminer le gaz vers l'Est. L'UE ne peut et ne pourra pas se passer de la Russie. Mais, grâce au GNL, elle peut faire pression sur Gazprom : «*Les Litvaniens, même avec un terminal vide, ont eu droit à un rabais de 20% de la part des Russes et la Pologne espère aussi en profiter*», explique



**Marie-Claire Aoun**, directrice du Centre énergie de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Une première vente aux enchères de Gazprom portant sur 3,2 Md de m<sup>3</sup> a eu lieu en septembre 2015. Cette nouvelle politique montre la prise de conscience de la concurrence américaine sur les marchés européens, dont la pression devrait s'accroître : «*Malgré les prix bas, la production de gaz de schiste aux USA doublera d'ici 2035*», estime Olivier Appert. Les européens pourraient bien tirer parti de cette rivalité pour acheter à prix bas. Ils pourraient aussi se tourner vers d'autres producteurs de GNL comme l'Australie ou des pays d'Afrique de l'Est. En dehors de ces deux puissances, l'UE ne dispose pas d'alternatives à court ou moyen terme pour assurer son approvisionnement. En Algérie, la production baisse déjà (le pic a été atteint en 2015) alors que la demande nationale augmente de 5% par an. En Méditerranée,

les gisements de Tamar et Léviathan, situés dans les eaux israéliennes et le nouveau filon découvert au large de l'Égypte par Eni l'été dernier pourraient permettre aux Européens de diversifier les ressources en gaz de l'UE. Mais il n'est pas certain que ce gaz soit expédié sur l'autre rive de la Méditerranée. Si les quantités ne sont pas en cause (elles représenteraient un potentiel de 30 Md de m<sup>3</sup> selon l'entreprise italienne), les incertitudes portent plutôt sur les tensions dans la région et le manque d'infrastructures : «*Il faudrait construire un gazoduc coûteux qui relierait Israël au sud de l'Italie ou regrouper toutes ces ressources dans les terminaux méthaniens égyptiens pour pouvoir exporter vers l'UE, mais cela nécessite un accord politique entre les deux États*», précise Marie-Claire Aoun. L'approvisionnement en gaz du Vieux Continent devrait se résumer à un match États-Unis/Russie. Les Européens comptent bien en jouer. Ils n'ont pas vraiment le choix... ●

Olivier Mary

